

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-FMI-a-aggrave-la-situation-en-Equateur>

Organismos de dominación colonial

Le FMI a aggravé la situation en Equateur

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : jeudi 12 décembre 2019

Description :

Le FMI a aggravé la situation en Equateur. Le FMI dévié de sa fonction initiale est devenu un organisme de domination coloniale et est utilisé comme une « arme de destruction massive »...Mark Weisbrot

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le FMI dévié de sa fonction initiale est devenu un organisme de domination coloniale et est utilisé comme une « arme de destruction massive ». La situation en Équateur, en Grèce, en Argentine et dans d'autres pays où il est intervenu s'est aggravée. Il se comporte comme un corsaire avec une « lettre de commission » des grandes puissances et des fonds vautours qui finissent le pillage ... El Correo

Lorsque les gens pensent aux dommages que les pays à revenu élevé, généralement dirigés par les États-Unis et leurs alliés, causent à la population du reste du monde, ils pensent généralement à la guerre. Des centaines de milliers d'Irakiens ont perdu la vie à la suite de l'invasion de 2003 et beaucoup d'autres sont morts plus tard, à la suite de l'intensification de la situation dans la région. Mais les pays riches exercent également un pouvoir considérable sur la vie de milliards de personnes en contrôlant les institutions de gouvernance mondiale. L'un d'entre eux est le *Fonds monétaire international*. Il compte 189 pays membres. Cependant, les États-Unis et les pays alliés riches disposent d'une solide majorité de voix. Le chef du FMI est, selon la coutume, de nationalité européenne ; et les États-Unis à eux seuls disposent de suffisamment de voix pour opposer leur veto à de nombreuses grandes décisions, même si les pays riches ne votent presque jamais les uns contre les autres.

Jetons un coup d'oeil à un récent prêt du FMI pour voir comment le système fonctionne. En mars, l'Équateur a signé un accord qui prévoyait l'emprunt de 4,2 milliards de dollars US auprès du FMI pour une période de trois ans, à condition que le gouvernement adhère à un programme économique défini par cet accord. Selon les propos de Christine Lagarde - la directrice générale du FMI à l'époque - il s'agissait d'un « *programme de réforme global visant à moderniser l'économie et à préparer la voie à une croissance forte, durable et équitable* ».

La première chose à noter est que le programme nécessite un énorme ajustement du budget national équatorien, environ 6% du PIB au cours des trois prochaines années (pour avoir une idée, c'est comme si le budget fédéral des États-Unis avait un ajustement de 1,4 milliard de dollars grâce à une combinaison de réductions de dépenses et d'augmentations d'impôts). En Équateur, cela comprend le licenciement de dizaines de milliers d'employés du secteur public, l'augmentation des impôts qui pèsent de manière disproportionnée sur la population pauvre et la réduction des investissements publics.

L'impact général de ce grand ajustement budgétaire sera de faire basculer l'économie vers une récession. Le FMI prévoit une récession relativement douce jusqu'à l'année prochaine ; mais elle sera probablement beaucoup plus longue et profonde, comme c'est souvent le cas lorsque les programmes du FMI fonctionnent. Le chômage augmentera - même les projections du programme du FMI le reconnaissent - de même que la pauvreté.

L'une des raisons pour lesquelles la situation risque d'être bien pire que celle projetée par le FMI est que l'accord repose sur des hypothèses qui ne sont pas crédibles. Par exemple, le FMI prévoit une entrée nette du secteur privé étranger dans l'économie de 5 milliards de dollars (environ 5% du PIB) de 2019 à 2022. Mais si nous examinons les trois dernières années, il y a eu une sortie de 16,5 milliards de dollars (17% du PIB). Pourquoi les investisseurs étrangers seraient-ils soudainement beaucoup plus enthousiastes à l'idée d'apporter leur argent en Équateur ? Probablement, la récession prévue par le FMI n'y participera pas.

Il y a d'autres hypothèses improbables et même certaines qui découlent d'erreurs comptables et, malheureusement, elles vont toutes dans le même sens. Il semble peu probable que « l'austérité expansive » du programme - une stratégie qui ne fonctionne presque jamais - fasse de l'Équateur une exception mondialement reconnue, dans laquelle l'économie croît à mesure que la demande globale diminue.

Le FMI a aggravé la situation en Equateur

Le programme cherche également à remodeler l'économie d'une manière qui, pour de nombreux Équatoriens, semblerait avoir un caractère politique. La banque centrale sera plus autonome ; les biens publics seront privatisés ; et la législation du travail sera modifiée de manière à donner aux employeurs un plus grand pouvoir sur les travailleurs. Certains de ces changements - par exemple, la dissociation de la Banque centrale d'autres décisions gouvernementales - rendront la reprise économique encore plus difficile.

Tout cela se passe sous un gouvernement qui, bien que élu en 2017 sur une plate-forme de prétendue continuité, cherche maintenant à inverser les réformes politiques de la décennie précédente. Ces réformes ont été assez réussies, si on se base sur les indicateurs économiques et sociaux.

La pauvreté a été réduite de 38% et l'extrême pauvreté de 47% ; les investissements publics - hôpitaux, écoles, routes et accès à l'électricité - ont doublé en pourcentage de l'économie, mais le gouvernement précédent était un gouvernement de gauche plus indépendant des États-Unis, par exemple lorsqu'il a fermé la base militaire étasunienne sur son territoire.

Vous pouvez imaginer à quoi ressemble la situation, compte tenu du fait que l'administration Trump a acquis un pouvoir énorme sur l'Équateur non seulement par le prêt de 4,2 milliards du FMI, mais également par les 6 milliards restants sous forme de prêts au pays, octroyés par des institutions multilatérales basées à Washington, telles que la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (cela représente environ 10% du PIB annuel de l'Équateur, soit plus de 2,1 milliards de dollars dans le cas des États-Unis).

En réalité, nous n'avons même pas beaucoup à imaginer, puisque le nouveau président, Lenín Moreno, s'est aligné sur la politique étrangère et économique de Trump dans la région. Dans le même temps, son gouvernement persécute son prédécesseur à la présidence, Rafael Correa, avec de fausses accusations que même Interpol ne soutiendrait avec un mandat d'arrêt international. D'autres dirigeants de l'opposition ont fui le pays pour éviter des arrestations préventives illégales (c'est le cas de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ricardo Patiño, pour avoir prononcé un discours que le gouvernement n'a pas aimé).

Puisque Washington contrôle la prise de décision du FMI pour cet hémisphère, le gouvernement Trump et le FMI sont impliqués dans la répression politique en Équateur, ainsi que dans la tentative plus générale de reconversion de l'économie et des politiques du pays que Trump et Pompeo aimeraient voir, mais pour lesquelles la plupart des Équatoriens n'ont pas voté.

Tout cela fournit encore plus de raisons pour une réforme sérieuse du FMI, en commençant par en faire une institution plus multilatérale, comme elle prétend l'être. Au cours des 20 dernières années, le Congrès des États-Unis - chargé d'approuver les augmentations de fonds du FMI - est intervenu à quelques reprises pour éliminer certains abus. Par exemple, au début des années 2000, des millions d'enfants pauvres en Afrique ont eu accès à l'enseignement primaire et aux soins médicaux, le Congrès des États-Unis ayant empêché le FMI et la Banque mondiale d'imposer aux gouvernements des frais de scolarité aux utilisateurs de ces services de base ; chose que ces institutions faisaient depuis des années.

C'est presque un fait que dans les semaines à venir, le FMI choisira un nouvel Européen, riche et blanc, pour diriger l'institution. Les membres progressistes du Congrès, préoccupés par ce que la politique étrangère des États-Unis fait au reste du monde, devraient intervenir pour demander certaines réformes.

Mark Weisbrot * pour [Página 12](#)

[Página 12](#) Buenos Aires, 16 septembre 2019.

Le FMI a aggravé la situation en Equateur

***Mark Weisbrot** il est co-director du [Center for Economic and Policy Research](#) à Washington, D.C. Et il est aussi président du [Just Foreign Policy](#) et editorialiste dans le [The Guardian](#) de Londres. Il a co-écrit le film de Oliver Stone [South of the Border](#) Film entier VO sub esp. Extrait 4' en VOSTFR [Au sud de la frontière](#). **Twitter** : www.twitter.com/MarkWeisbrot

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 12 décembre 2019

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.